

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/43452]

**22 OCTOBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant une aide en 2020 aux producteurs de pommes de terre de conservation détenteurs en propriété d'un stock de pommes de terre en vente libre**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, articles D.241, D.242 et D.243 ;

Vu le rapport du 4 septembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 septembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 septembre 2020 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue le 17 septembre 2020 ;

Vu l'avis n° 68.023/4 du Conseil d'Etat donné le 12 octobre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la communication C (2020) n° 1863 de la Commission du 19 mars 2020 intitulée Encadrement temporaire des mesures d'aide d'Etat visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (2020/C 91/01) ;

Considérant l'impact de la crise COVID-19 sur le secteur du marché de la pomme de terre de conservation ;

Considérant que les stocks de pommes de terre de conservation en vente libre sont exceptionnellement élevés en 2020 ;

Considérant que la valorisation des pommes de terre en vente libre est exceptionnellement basse en 2020 ;

Considérant que cela met gravement en péril tant les marges bénéficiaires que la trésorerie des producteurs de pommes de terre de conservation ;

Considérant qu'il faut dès aujourd'hui leur procurer une aide pour faire face à cette situation exceptionnelle ;

Considérant que la Commission européenne, par communiqué du 23 septembre 2020, a considéré que cette aide ne soulevait pas d'objection au regard de l'article 107, paragraphe 3, b), du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par : les pommes de terre de conservation : les pommes de terre issues des parcelles agricoles déclarées dans la demande unique de l'année 2019 sous le code culture neuf-cent-un.

**Art. 2.** Une aide est accordée pour autant que les conditions suivantes soient remplies :

1° l'aide est cumulable avec d'autres aides pour autant que les règles de cumul prévues par les règlements érigeant ces aides soient compatibles entre elles ;

2° les entreprises faisant l'objet d'une demande de récupération d'une aide jugée illégale et incompatible avec le marché intérieur en vertu d'une décision antérieure de la Commission européenne ne sont pas admissibles au bénéfice de l'aide ;

3° l'aide est transparente ;

4° l'aide n'excède pas 100.000 euros bruts par entreprise, c'est-à-dire avant impôts ou autres prélèvements ;

5° l'aide ne bénéficie pas aux entreprises en difficulté au 31 décembre 2019 ;

6° l'aide est octroyée au plus tard le 31 décembre 2020 ;

7° l'aide n'est pas fixée sur la base du prix ou de la quantité des produits mis sur le marché.

**Art. 3.** Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'aide visée à l'article 2 est accordée à l'agriculteur qui :

1° disposait d'un numéro d'entreprise actif à la banque carrefour des entreprises entre le 13 mars 2020 et le 15 mai 2020 ou de l'équivalent dans une banque de données d'un autre Etat-membre ;

2° est identifié au SIGeC au sens de l'article D.20 du Code wallon de l'Agriculture ;

3° a déclaré dans sa demande unique de l'année 2019 des parcelles emblavées sous le code culture neuf-cent-un ;

4° détenait en propriété le 15 mai 2020 un stock de pommes de terre de conservation en vente libre d'au moins cinquante tonnes.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'aide visée à l'article 2 est de cinquante euros maximum par tonne de pommes de terre de conservation en vente libre détenue en propriété et stockée à la date du 15 mai 2020. Les pommes de terre de conservation que le producteur a données en nourriture à son propre bétail entre le 13 mars 2020 et le 15 mai 2020 sont ajoutées au stock.

§ 2. L'aide est uniquement accordée à partir de la cinquante et unième tonne du stock. Elle est limitée à vingt tonnes de pommes de terre de conservation par hectare déclaré dans la demande unique 2019 sous le code culture neuf-cent-un. Elle est calculée sur un maximum de quatre cent cinquante tonnes.

§ 3. L'organisme payeur calcule l'aide sur la base des crédits budgétaires disponibles et du nombre total de tonnes de pommes de terre admissibles à l'aide. Si le rapport entre les deux variables l'impose, le montant de l'indemnisation peut être adapté à la baisse afin de respecter les crédits disponibles.

**Art. 5.** Après application de l'article 4, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, l'organisme payeur accorde une aide de cinquante euros maximum par tonne de pommes de terre de conservation en vente libre détenue en propriété et stockée à la date du 15 mai 2020, sur les quantités stockées au-delà de cinq cents tonnes, jusqu'à un maximum de mille cinq cents tonnes.

L'indemnisation est limitée à vingt tonnes de pommes de terre de conservation par hectare déclaré dans la demande unique 2019 sous le code culture neuf-cent-un. Si le rapport entre les deux variables l'impose, le montant de l'indemnisation peut être adapté à la baisse afin de respecter les crédits disponibles.

**Art. 6.** L'agriculteur introduit sa demande d'aide dans les dix jours calendrier suivant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté au moyen du formulaire repris en annexe conformément à l'article D.15 du Code wallon de l'Agriculture.

Dans la demande d'aide visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'agriculteur :

1° déclare les indemnités perçues en vertu de tout contrat d'assurance couvrant le dommage faisant l'objet de la demande d'aide ;

2° joint les documents relatifs aux indemnités découlant de cette assurance ;

3° déclare tout montant, avantage et indemnité perçu du fait de la valorisation de son stock de pommes de terre de conservation.

Les montants déclarés sont déduits de l'aide de cinquante euros la tonne visée aux articles 4 et 5.

**Art. 7.** L'organisme payeur notifie sa décision au demandeur d'aide dans les trente jours de la réception de la demande visée à l'article 6.

**Art. 8.** L'agriculteur conserve les documents relatifs à ses stocks de pommes de terre de conservation pendant dix ans, à savoir :

1° les documents comptables ;

2° le document établissant son stock au 15 mai 2020 ;

3° les documents de pesée ;

4° tout document administratif sur support papier ou électronique comme bon de livraison, bon de commande, bordereau, facture ou photo.

Il les soumet au contrôle de l'organisme payeur sur simple demande.

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'organisme payeur récupère les montants indument versés conformément aux articles D.258 et D.259 du Code wallon de l'Agriculture.

**Art. 9.** Conformément à l'article D.257, § 1<sup>er</sup>, du Code wallon de l'Agriculture, l'agriculteur a quarante-cinq jours pour introduire un recours auprès du responsable de l'organisme payeur contre toute décision prise en vertu du présent arrêté. Le responsable de l'organisme payeur ou son délégué entend le requérant lorsque celui-ci sollicite une audition conformément à l'article D.17, § 2, du Code wallon de l'Agriculture.

Le responsable de l'organisme payeur ou son délégué peut prendre une décision sur le recours dans un délai de trois mois à dater de la réception de celui-ci.

La décision du responsable de l'organisme payeur est notifiée concomitamment à l'autorité qui a pris la décision et au requérant.

**Art. 10.** Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 octobre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de Compétence,  
W. BORSUS

## Annexe

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE  
Agriculture, Ressources naturelles Environnement  
Département de l'Agriculture  
Direction de la Gestion de l'Organisation commune des Marchés  
Chaussée de Louvain 14 - 5000 Namur  
<http://agriculture.wallonie.be/aidepmtcovid-19>

**Formulaire de demande d'aide****«Pommes de terre COVID-19»****A quoi sert ce formulaire ?**

Utilisez ce formulaire pour demander une aide pour la détention en propriété au 15 mai 2020 d'un stock de pommes de terre en vente libre à la suite de la pandémie de COVID-19. Les pommes de terre en vente libre sont des pommes de terre de conservation (pommes de terre non hâtives - code de culture 901 dans la demande unique) qui ne sont pas sous contrat. Seules les demandes soumises au moyen du présent formulaire, introduites avant la date limite de soumission sont admissibles au paiement.

**Où pouvez-vous trouver plus d'informations sur ce formulaire et les conditions à remplir pour être admissible à l'aide ?**

Vous trouverez plus d'informations sur notre site Internet :

<http://agriculture.wallonie.be/aidepmtcovid-19>

**À qui envoyez-vous ce formulaire ?**

Vous devez soumettre ce formulaire dûment complété, accompagné des pièces justificatives nécessaires, par courrier recommandé ou par e-mail à l'adresse ci-dessous au plus tard le (date à déterminer par l'organisme payeur).

**1. Identification du demandeur**

Entrez vos informations personnelles ci-dessous

Numéro Partenaire	
Nom	
Numéro d'entreprise actif	
Rue et numéro	
Code postal et commune	
Numéro de téléphone	
Adresse mail	

## 2. Conditions

En tant qu'agriculteur, vous pourriez avoir droit à une aide si vous remplissez les conditions stipulées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 octobre 2020 octroyant une aide en 2020 aux producteurs de pommes de terre de conservation détenteurs en propriété d'un stock de pommes de terre en vente libre, à la suite de la pandémie de COVID-19 (ci-après arrêté du Gouvernement wallon du 22 octobre 2020). Vous devez notamment remplir les conditions suivantes :

- Durant la période du 13 mars 2020 au 15 mai 2020, vous disposez d'un numéro d'entreprise actif à la Banque carrefour des entreprises ou de l'équivalent dans une banque de données d'un autre Etat-membre.
- Le 15 mai 2020, vous déteniez en propriété un stock d'au moins 50 tonnes de pommes de terre de conservation en vente libre. Les pommes de terre de conservation que vous avez données en nourriture à votre propre bétail au cours de la période du 13 mars 2020 au 15 mai 2020 peuvent être incluses dans le stock.
- Vous avez introduit une demande unique en 2019, correctement complétée (partie wallonne et éventuellement flamande) et déclarant les parcelles exploitées au 31 mai 2019 pour la production de pommes de terre de conservation (code de culture 901).
- Si vous aviez également des parcelles avec des pommes de terre de conservation en Flandre ou dans un autre Etat-membre en 2019, veuillez nous envoyer copie de votre demande unique incluant ces parcelles.
- Vous n'avez pas enfouis vos pommes de terre de conservation en vente libre sur la parcelle, par labour ou toute autre technique.
- Votre entreprise n'était pas en difficulté au 31 décembre 2019.
- Vous conservez toutes les pièces justificatives possibles (les documents comptables, le document ayant servi à la détermination du stock au 15 mai 2020, les documents de pesée, tout autre document, sur support papier ou électronique, comme bon de livraison, bon de commande, bordereau, facture, photo,... à des fins de contrôle.

## 3. Déclaration

Vous indiquez ce qui s'applique à votre situation :

- Je déclare que le 15 mai 2020, je possédais un stock réel de ..... tonnes de pommes de terre de conservation en vente libre (à l'exclusion des pommes de terre de conservation en vente libre données en nourriture à mon propre bétail).
- Je déclare qu'entre le 13 mars 2020 et le 15 mai 2020, j'ai donné ..... tonnes de pommes de terre de conservation en vente libre en nourriture à mon propre bétail dont le numéro est : .....

- Je déclare avoir cultivé ..... (ha) de pommes de terre en 2019 en ..... (Flandre ou autre Etat membre). Pour preuve, je joins à ce formulaire copie de ma demande unique en Flandre ou dans un autre Etat membre, incluant ces hectares.
- Je déclare avoir vendu ..... tonnes de pommes de terre de conservation en vente libre après le 15 mai 2020. Le montant convenu pour ces ventes est de ..... euro/tonne.
- Je déclare que je n'ai pas eu à supporter certains frais en raison des mesures COVID-19. Je complète le tableau ci-dessous :

Type de frais non encourus	Montant (euros)

- J'atteste avoir perçu des indemnités en vertu de tout contrat d'assurance couvrant le dommage faisant l'objet de la présente demande d'aide ou en avoir fait la demande. Je remplis le tableau ci-dessous et je garde les pièces justificatives disponibles.

Assurance	Montant (en euros)

- Je déclare avoir reçu une aide, des avantages ou des indemnités d'une autorité publique en conséquence de la pandémie de COVID-19, ou en avoir fait la demande. Je complète le tableau ci-dessous :

Type d'aide, d'avantages et d'indemnités	Montant (euros)

#### 4. Déclaration sur l'honneur

Je déclare sur l'honneur :

- que le présent formulaire de demande d'aide et les annexes ont été remplis correctement ;
- que les conditions énoncées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 octobre 2020 sont remplies ;

- que les pièces justificatives à l'appui de la demande d'aide seront conservées pendant au moins 10 ans après paiement. Le stock de pommes de terre de conservation en vente libre doit être documenté sur la base des mouvements du stock après le 15 mai 2020 ;
- être conscient qu'aucune aide ne sera octroyée ou que les aides déjà accordées et payées seront récupérées conformément aux articles D.258 et D.259 du Code wallon de l'Agriculture si les conditions s'avèrent ne pas être remplies.

## 5. Signature

Remplissez ci-dessous.

Date : jour ..... mois .... Année ....

Signature

Prénom et nom

Vous pouvez trouver notre déclaration de confidentialité sur

[https://agriculture.wallonie.be/paconweb/documents/20178/280369/Conditions\\_generales\\_utilisation.pdf?version=1.1](https://agriculture.wallonie.be/paconweb/documents/20178/280369/Conditions_generales_utilisation.pdf?version=1.1)

## 6. Contact

Pour tout complément d'information vous pouvez contacter :

Service public de Wallonie (SPW)

Agriculture, Ressources naturelles, Environnement (SPW ARNE)

Département de l'Agriculture

Direction de la Gestion de l'Organisation commune des Marchés

Chaussée de Louvain 14

5000 Namur

Par e-mail : [feedback.interventions.dgarne@spw.wallonie.be](mailto:feedback.interventions.dgarne@spw.wallonie.be)

Par téléphone : +32 81 649 790

Par fax : +32 81 649 57

Personnes de contact :

Fagnoul Philippe, Attaché / [philippe.fagnoul@spw.wallonie.be](mailto:philippe.fagnoul@spw.wallonie.be) / Tél. : +32 81 23 21 14

Collard Marie, Gradué principal / [marie.henriette.collard@spw.wallonie.be](mailto:marie.henriette.collard@spw.wallonie.be) / Tél. : +32 81 649 792

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/43452]

**22. OKTOBER 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer Beihilfe im Jahr 2020 für die Erzeuger von Speisekartoffeln, die einen Lagerbestand an Kartoffeln für den freien Verkauf besitzen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.241, D.242 und D.243;

Aufgrund des Berichts vom 4. September 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 9. September 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 10. September 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 17. September 2020 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 12. Oktober 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 68.023/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Mitteilung C (2020) Nr. 1863 der Kommission vom 19. März 2020 mit dem Titel "Befristeter Rahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19" (2020/C 91/01);

In Erwägung der Auswirkungen der COVID-19 Krise auf den Wirtschaftssektor der Speisekartoffeln;

In der Erwägung, dass die Lagerbestände für Speisekartoffeln für den freien Verkauf im Jahr 2020 außergewöhnlich hoch sind;

In der Erwägung, dass die Valorisierung der Kartoffeln für den freien Verkauf im Jahr 2020 außergewöhnlich niedrig ist;

In der Erwägung, dass dies sowohl die Gewinnspannen als auch den Kapitalfluss der Erzeuger von Speisekartoffeln ernsthaft gefährdet;

In der Erwägung, dass ihnen ab sofort zur Bewältigung dieser Ausnahmesituation Unterstützung gewährt werden muss;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission in einer Mitteilung vom 23. September 2020 den Standpunkt vertrat, dass diese Beihilfe nicht zu einer Ablehnung gemäß Artikel 107 Absatz 3 Buchstabe b des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union führt,

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen: Speisekartoffeln: Kartoffeln aus den landwirtschaftlichen Parzellen, die im Sammelantrag für das Jahr 2019 unter dem Kulturcode neunhundertseins angegeben wurden.

**Art. 2** - Eine Beihilfe wird gewährt, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° Die Beihilfe kann mit anderen Beihilfen kumuliert werden, sofern die Kumulierungsvorschriften in den Verordnungen zur Einführung dieser Beihilfen miteinander vereinbar sind;

2° Unternehmen, die Gegenstand eines Antrags auf Rückforderung einer Beihilfe sind, die aufgrund einer früheren Entscheidung der Europäischen Kommission als rechtswidrig und mit dem Binnenmarkt unvereinbar eingestuft wurde, kommen für die Beihilfe nicht in Betracht;

3° die Beihilfe ist transparent;

4° die Beihilfe überschreitet nicht 100.000 EUR brutto pro Unternehmen, d.h. vor Steuern oder anderen Abgaben;

5° die Beihilfe kommt Unternehmen in Schwierigkeiten (Stand 31. Dezember 2019) nicht zugute;

6° die Beihilfe wird bis spätestens 31. Dezember 2020 gewährt;

7° die Beihilfe wird nicht auf der Grundlage des Preises oder der Menge der auf den Markt gebrachten Produkte festgelegt.

**Art. 3** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird die in Artikel 2 genannte Beihilfe dem Landwirt gewährt, der:

1° im Zeitraum vom 13. März 2020 bis 15. Mai 2020 über eine aktive Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder eine vergleichbare Nummer in einer Datenbank eines anderen Mitgliedstaates verfügte;

2° gemäß Artikel D.20 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft im InVeKoS-System identifiziert ist;

3° in seinem Sammelantrag für das Jahr 2019 Anbauflächen unter dem Kulturcode neunhundertheins angegeben hat;

4° am 15. Mai 2020 einen Lagerbestand an Speisekartoffeln für den freien Verkauf von mindestens fünfzig Tonnen besaß.

**Art. 4 - § 1.** Die Beihilfe gemäß Artikel 2 beläuft sich auf höchstens 50 EUR je Tonne für den freien Verkauf bestimmte Speisekartoffeln, die sich am 15. Mai 2020 im Besitz und eingelagert befinden. Speisekartoffeln, die der Produzent zwischen dem 13. März 2020 und dem 15. Mai 2020 an sein eigenes Vieh verfüttert hat, werden dem Lagerbestand hinzugefügt.

§ 2. Die Beihilfe wird erst ab der einundfünfzigsten Tonne des Lagerbestands gewährt. Sie ist auf 20 Tonnen Speisekartoffeln pro Hektar begrenzt, die im Sammelantrag 2019 unter dem Kulturcode neunhundertheins angegeben werden. Sie wird auf ein Maximum von 450 Tonnen berechnet.

§ 3. Die Zahlstelle berechnet die Beihilfe auf der Grundlage der verfügbaren Haushaltsmittel und der Gesamtzahl der Tonnen beihilfefähiger Kartoffeln. Wenn das Verhältnis zwischen den beiden Variablen es erfordert, kann der Entschädigungsbetrag nach unten angepasst werden, um den verfügbaren Mittel Rechnung zu tragen.

**Art. 5 -** Nach Anwendung von Artikel 4 gewährt die Zahlstelle im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel eine Beihilfe von bis zu 50 EUR pro Tonne in ihrem Besitz befindlicher und am 15. Mai 2020 eingelagerter zum freien Verkauf bestimmter Speisekartoffeln für über 500 Tonnen gelagerte Mengen bis zu einer Höchstgrenze von 1.500 Tonnen.

Die Entschädigung ist auf 20 Tonnen Speisekartoffeln pro Hektar begrenzt, die im Sammelantrag 2019 unter dem Kulturcode neunhundertheins angegeben werden. Wenn das Verhältnis zwischen den beiden Variablen es erfordert, kann der Entschädigungsbetrag nach unten angepasst werden, um den verfügbaren Mittel Rechnung zu tragen.

**Art. 6 -** Der Landwirt reicht seinen Beihilfeantrag gemäß Artikel D.15 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft innerhalb von 10 Kalendertagen nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses unter Verwendung des im Anhang angeführten Formulars ein.

In dem in Unterabsatz 1 genannten Beihilfeantrag muss der Landwirt:

1° die Entschädigung angeben, die im Rahmen eines Versicherungsvertrags zur Deckung der Schäden, die Gegenstand des Beihilfeantrags sind, gezahlt wurde;

2° die Dokumente beifügen, die sich auf die im Rahmen dieser Versicherung gezahlten Entschädigungen beziehen;

3° alle Beihilfen, Leistungen oder Entschädigungen angeben, die er durch die Valorisierung seines Bestands an Speisekartoffeln erhalten hat.

Die angegebenen Beträge werden von der in den Artikeln 4 und 5 genannten Beihilfe von 50 EUR pro Tonne abgezogen.

**Art. 7 -** Die Zahlstelle notifiziert dem Antragsteller ihren Beschluss innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang des in Artikel 6 erwähnten Antrags.

**Art. 8 -** Der Landwirt bewahrt die Unterlagen über seine Speisekartoffelbestände 10 Jahre lang auf, und zwar:

1° Rechnungsunterlagen;

2° das Dokument zur Bestimmung des Bestandes am 15. Mai 2020;

3° Wiegebelege;

4° alle sonstigen Papierdokumente und elektronische Dateien, wie Lieferschein, Bestellschein, Beleg, Rechnung, Foto usw.

Er legt sie der Zahlstelle auf Verlangen zu Kontrollzwecken vor.

Bei Missachtung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses fordert die Zahlstelle die zu Unrecht gezahlten Beträge gemäß Artikel D.258 und D.259 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft zurück.

**Art. 9 -** Gemäß Artikel D.257 § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft verfügt der Landwirt über fünfundvierzig Tage, um bei dem Verantwortlichen der Zahlstelle gegen jegliche auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses getroffene Entscheidung Beschwerde einzureichen. Der Verantwortliche der Zahlstelle oder dessen Stellvertreter hört den Beschwerdeführer an, wenn dieser eine Anhörung gemäß Artikel D.17 § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft beantragt.

Der Verantwortliche der Zahlstelle oder dessen Stellvertreter kann innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Eingang der Beschwerde darüber befinden.

Die Entscheidung des Verantwortlichen der Zahlstelle wird der Behörde, die den Beschluss gefasst hat, und dem Beschwerdeführer gleichzeitig mitgeteilt.

**Art. 10 -** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 11 -** Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 22. Oktober 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS



## Anhang

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE  
Landwirtschaft Naturschätze Umwelt  
Abteilung Landwirtschaft  
Direktion der Verwaltung der gemeinsamen Marktorganisation  
Chaussée de Louvain 14 - 5000 NAMUR  
<http://agriculture.wallonie.be/aidepmtcovid-19>

**Beihilfeantrag****"COVID-19 Kartoffeln"****Wozu dient dieses Formular?**

Verwenden Sie dieses Formular, um Unterstützung für den Besitz eines Kartoffelbestands für den freien Verkauf am 15. Mai 2020 als Folge der COVID-19-Pandemie zu beantragen. Kartoffeln für den freien Verkauf sind Speisekartoffeln (Spätkartoffeln - Kulturcode 901 im Sammelantrag), die nicht unter Vertrag stehen. Nur mit diesem Formular vorgelegte Anträge, die vor Ablauf der Einreichungsfrist übermittelt werden, haben Anspruch auf Zahlung.

**Wo finden Sie weitere Informationen über dieses Formular und die Bedingungen, die erfüllt werden müssen, um Anspruch auf Beihilfe zu erhalten?**

Weitere Informationen finden Sie auf unserer Webseite:

<http://agriculture.wallonie.be/aidepmtcovid-19>

**An wen müssen Sie dieses Formular schicken?**

Sie müssen dieses ausgefüllte Formular zusammen mit den erforderlichen Belegen per Einschreiben oder E-Mail bis spätestens zum (Datum wird von der Zahlstelle festgelegt) an die unten stehende Adresse senden.

**1. Identifizierung des Antragstellers**

Füllen Sie Ihre persönlichen Angaben aus.

Erzeugernummer	
Name	
Aktive Unternehmensnummer	
Straße und Nummer	
Postleitzahl und Gemeinde	
Telefonnummer	
E-Mail-Adresse	

## 2. Bedingungen

Als Landwirt haben Sie gegebenenfalls Anspruch auf eine Beihilfe, wenn Sie die Bedingungen des Erlasses der wallonischen Regierung vom 22. Oktober 2020 zur Gewährung einer Beihilfe im Jahr 2020 für die Erzeuger von Speisekartoffeln, die einen Lagerbestand an Kartoffeln für den freien Verkauf besitzen, erfüllen (nachstehend "Erlass der wallonischen Regierung vom 20. Oktober 2020" genannt). Sie müssen insbesondere folgende Bedingungen erfüllen:

- Im Zeitraum vom 13. März 2020 bis 15. Mai 2020 verfügen Sie über eine aktive Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder eine vergleichbare Nummer in einer Datenbank eines anderen Mitgliedstaates.
- Am 15. Mai 2020 besaßen Sie einen Vorrat von mindestens 50 Tonnen Speisekartoffeln für den freien Verkauf. Speisekartoffeln, die Sie in der Zeit vom 13. März 2020 bis zum 15. Mai 2020 an Ihr eigenes Vieh verfüttert haben, können in den Bestand aufgenommen werden
- Sie haben 2019 einen Sammelantrag eingereicht, der korrekt ausgefüllt ist (wallonischer und ggf. flämischer Teil) und der die am 31. Mai 2019 für den Anbau von Speisekartoffeln (Kulturcode 901) bewirtschaftete Parzellen angibt.
- Wenn Sie im Jahr 2019 auch Parzellen mit Speisekartoffeln in Flandern oder in einem anderen Mitgliedstaat hatten, senden Sie uns bitte eine Kopie Ihres Sammelantrags mit Angaben zu diesen Parzellen.
- Sie haben Ihre Speisekartoffeln für den freien Verkauf weder durch Pflügen noch durch irgendeine andere Technik auf der Parzelle vergraben.
- Ihr Unternehmen befand sich am 31. Dezember 2019 nicht in Schwierigkeiten.
- Sie bewahren alle möglichen Belege (Rechnungsunterlagen, das Dokument zur Bestimmung des Bestandes am 15. Mai 2020, Wiegebelege und alle sonstigen Papierdokumente und elektronische Dateien, wie Lieferschein, Bestellschein, Beleg, Rechnung, Foto usw.) zu Kontrollzwecken auf.

## 3. Erklärung

Füllen Sie die Teile aus, die auf Ihre Situation zutreffen:

- Ich erkläre, dass ich am 15. Mai 2020 über einen tatsächlichen Bestand von ..... Tonnen Speisekartoffeln für den freien Verkauf verfügte (ausgenommen Speisekartoffeln für den freien Verkauf, die an mein eigenes Vieh verfüttert wurden).
- Ich erkläre, dass ich zwischen dem 13. März 2020 und dem 15. Mai 2020..... Tonnen Speisekartoffeln für den freien Verkauf an meinen eigenen Viehbestand verfüttert habe, dessen Nummer ..... ist.

- Ich erkläre, dass ich ..... (ha) Kartoffeln im Jahr 2019 in ..... (Flandern oder einem anderen Mitgliedstaat) angebaut habe. Als Nachweis füge ich diesem Formular eine Kopie meines Sammelantrags in Flandern oder einem anderen Mitgliedstaat bei, in dem diese Hektar angegeben sind.
- Ich erkläre, dass ich ..... Tonnen Speisekartoffeln für den freien Verkauf nach dem 15. Mai 2020 verkauft habe. Der vereinbarte Betrag für diese Verkäufe beträgt ..... Euro/Tonne.
- Ich erkläre, dass ich aufgrund der COVID-19-Maßnahmen einige Kosten nicht zu tragen hatte. Ich fülle die nachstehende Tabelle aus:

•

Art der nicht zu tragenden Kosten	Betrag (Euro)

- Ich bestätige, dass ich im Rahmen eines Versicherungsvertrags, der den Schaden abdeckt, der Gegenstand dieses Beihilfeantrags ist, eine Entschädigung erhalten oder beantragt habe. Ich fülle die nachstehende Tabelle aus und bewahre die Belege auf.

•

Versicherung	Betrag (Euro)

- Ich erkläre, dass ich als Folge der COVID-19-Pandemie von einer öffentlichen Behörde Beihilfen, Leistungen oder Entschädigungen erhalten oder beantragt habe. Ich fülle die nachstehende Tabelle aus:

•

Art der Beihilfen, Leistungen und Entschädigungen	Betrag (Euro)

#### 4. Ehrenwörtliche Erklärung

Ich erkläre ehrenwörtlich:

- dass dieser Beihilfeantrag und die Anhänge korrekt ausgefüllt wurden;
- dass die im Erlass der wallonischen Regierung vom 22. Oktober 2020 festgelegten Bedingungen erfüllt sind;

- dass die Belege zur Unterlegung des Beihilfeantrags nach der Zahlung mindestens 10 Jahre lang aufbewahrt werden. Der Bestand an Speisekartoffeln für den freien Verkauf muss auf der Grundlage der Bestandsbewegungen nach dem 15. Mai 2020 dokumentiert werden;
- mir darüber im Klaren zu sein, dass keine Beihilfe gewährt werden kann oder dass bereits gewährte und ausgezahlte Beihilfen gemäß Artikel D.258 und D.259 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft zurückgefordert werden können, wenn sich herausstellt, dass die Bedingungen nicht erfüllt wurden.

## 5. Unterschrift

Füllen Sie bitte folgende Angaben aus.

Datum : Tag ..... Monat .... Jahr ....

Unterschrift

Vorname und Name

Unsere Datenschutzerklärung finden Sie unter

[https://agriculture.wallonie.be/paconweb/documents/20178/280369/Conditions\\_generales\\_utilisation.pdf?version=1.1](https://agriculture.wallonie.be/paconweb/documents/20178/280369/Conditions_generales_utilisation.pdf?version=1.1)

## 6. Kontakt

Für alle weiteren Informationen wenden Sie sich an:

Öffentlicher Dienst der Wallonie (ÖDW)

Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt (ÖDW - LNU)

Abteilung Landwirtschaft

Direktion der Verwaltung der gemeinsamen Marktorganisation

Chaussée de Louvain 14

5000 Namur

Per E-Mail: [feedback.interventions.dgarne@spw.wallonie.be](mailto:feedback.interventions.dgarne@spw.wallonie.be)

Per Telefon: +32 81 649 790

Per Fax: +32 81 649 57

Kontaktperson:

Fagnoul Philippe, Attaché / [philippe.fagnoul@spw.wallonie.be](mailto:philippe.fagnoul@spw.wallonie.be) / Tel.: +32 81 23 21 14

Collard Marie, Hauptgraduierte / [marie.henriette.collard@spw.wallonie.be](mailto:marie.henriette.collard@spw.wallonie.be) / Tel.: +32 81 649 792

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/43452]

**22 OKTOBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een steun in 2020 aan de producenten van bewaaraardappelen die eigenaar zijn van een voorraad vrij verkrijgbare aardappelen**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.241, D.242 en D.243;

Gelet op het rapport van 4 september 2020, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 september 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 september 2020;

Gelet op het overleg van 17 september 2020 tussen de gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op advies nr. 68.023/4 van de Raad van State, gegeven op 12 oktober 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Mededeling C (2020) nr. 1863 van de Commissie van 19 maart 2020 met als opschrift "Tijdelijke kaderregeling inzake staatssteun ter ondersteuning van de economie vanwege de huidige COVID-19-uitbraak (2020/C 91 I/01);

Gelet op de gevolgen van de COVID-19-crisis voor de sector van de bewaaraardappelenmarkt;

Overwegende dat de voorraden van vrij verkrijgbare bewaaraardappelen in 2020 uitzonderlijk hoog zijn;

Overwegende dat de valorisatie van vrij verkrijgbare aardappelen in 2020 uitzonderlijk laag is;

Overwegende dat het zowel de winstmarges als de cashflow van de producenten van bewaaraardappelen ernstig in gevaar brengt;

Overwegende dat zij onmiddellijk steun moeten krijgen om aan deze uitzonderlijke situatie het hoofd te kunnen bieden;

Overwegende dat de Europese Commissie in een bericht van 23 september 2020 heeft geoordeeld dat deze steun geen aanleiding gaf tot bezwaren ten opzichte van artikel 107, paragraaf 3, b), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie,

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder bewaaraardappelen: de aardappelen afkomstig uit de landbouwpercelen die in de verzamelaanvraag van het jaar 2019 onder de gewascode negenhonderd en één zijn aangegeven.

**Art. 2.** Er wordt steun verleend op voorwaarde dat aan de volgende voorwaarden wordt voldaan:

1° de steun is cumuleerbaar met andere steunmaatregelen, op voorwaarde dat de cumulregels bepaald in de voorschriften tot vaststelling van die steunmaatregelen onderling verenigbaar zijn;

2° ondernemingen waarvoor een verzoek tot terugvordering van steun is ingediend die onrechtmatig en onverenigbaar met de interne markt is bevonden krachtens een eerder besluit van de Europese Commissie, komen niet in aanmerking voor de steun;

3° de steun is transparant;

4° de steun bedraagt niet meer dan 100 000 euro bruto per onderneming, d.w.z. vóór belastingen of andere heffingen;

5° ondernemingen in moeilijkheden op 31 december 2019 komen niet in aanmerking voor de steun;

6° de steun wordt uiterlijk op 31 december 2020 toegekend;

7° de steun wordt niet op basis van de prijs of de hoeveelheid van in de handel gebrachte producten bepaald.

**Art. 3.** Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt de in artikel 2 bedoelde steun verleend aan de landbouwer die:

1° tussen 13 maart 2020 en 15 mei 2020 over een actief ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen of het equivalent daarvan in een databank van een andere lidstaat beschikte;

2° in het GBCS geïdentificeerd is in de zin van artikel D.20 van het Waalse Landbouwwetboek;

3° in zijn verzamelaanvraag van het jaar 2019 ingezaaide percelen onder de gewascode negenhonderd en één aangegeven heeft;

4° op 15 mei 2020 eigenaar was van een voorraad van vrij verkrijgbare bewaaraardappelen van tenminste 50 ton.

**Art. 4.** § 1. De in artikel 2 bedoelde steun bedraagt maximaal 50 euro per ton vrij verkrijgbare bewaaraardappelen die op 15 mei 2020 in eigendom en opgeslagen zijn. De bewaaraardappelen die de producent tussen 13 maart 2020 en 15 mei 2020 aan zijn eigen vee heeft gevoederd, worden aan de voorraad toegevoegd.

§ 2. De steun wordt enkel vanaf de 51ste ton van de voorraad toegekend. Hij wordt beperkt tot 20 ton bewaaraardappelen per hectare die in de verzamelaanvraag 2019 onder de gewascode negenhonderd en één worden aangegeven. Hij wordt berekend op maximaal vierhonderdvijftig ton.

§ 3. Het betaalorgaan berekent de steun op basis van de beschikbare begrotingskredieten en het totale aantal ton aardappelen dat voor die steun in aanmerking komt. Indien de verhouding tussen beide variabelen het vereist, kan het bedrag van de vergoeding naar beneden worden bijgesteld om rekening te houden met de beschikbare kredieten.

**Art. 5.** Na toepassing van artikel 4 verleent het betaalorgaan, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, een steun van maximaal vijftig euro per ton vrij verkrijgbare bewaaraardappelen die op 15 mei 2020 in eigendom en opgeslagen zijn, voor de opgeslagen hoeveelheden boven vijfhonderd ton, tot maximaal vijftienhonderd ton.

De vergoeding wordt beperkt tot twintig ton bewaaraardappelen per hectare die in de verzamelaanvraag 2019 onder de gewascode negenhonderd en één worden aangegeven. Indien de verhouding tussen beide variabelen het vereist, kan het bedrag van de vergoeding naar beneden worden bijgesteld om rekening te houden met de beschikbare kredieten.

**Art. 6.** De landbouwer dient zijn steunaanvraag binnen tien kalenderdagen na de datum van inwerkingtreding van dit besluit in met behulp van het formulier in bijlage, overeenkomstig artikel D.15 van het Waalse Landbouwwetboek.

De landbouwer, in zijn in lid 1 bedoelde steunaanvraag:

1° geeft de vergoedingen aan die hij ontvangen heeft krachtens elke verzekeringsovereenkomst die de schade dekt waarvoor de steun wordt aangevraagd;

2° voegt de documenten met betrekking tot de vergoedingen uit die verzekeringsovereenkomst bij;

3° geeft elk bedrag, voordeel en vergoeding aan die hij ontvangen heeft als gevolg van de valorisatie van zijn voorraad bewaaraardappelen.

De aangegeven bedragen worden afgetrokken van de in artikelen 4 en 5 bedoelde steun van vijftig euro per ton.

**Art. 7.** Het betaalorgaan geeft de steunaanvrager kennis van zijn beslissing binnen dertig dagen na ontvangst de in artikel 6 bedoelde aanvraag.

**Art. 8.** De landbouwer bewaart tien jaar lang de documenten met betrekking tot zijn voorraden bewaaraardappelen, namelijk:

1° boekhouddocumenten;

2° het document tot vaststelling van zijn voorraad per 15 mei 2020;

3° weegdocumenten;

4° elk papieren of elektronisch administratief document zoals een leveringsbon, bestelbon, borderel, factuur of foto.

Hij legt ze ter controle van het betaalorgaan voor op diens verzoek.

Indien de bepalingen van dit besluit niet worden nageleefd, vordert het betaalorgaan de ten onrechte betaalde bedragen terug overeenkomstig artikelen D.258 en D.259 van het Waalse Landbouwwetboek.

**Art. 9.** Overeenkomstig artikel D.257, § 1, van het Waalse Landbouwwetboek beschikt de landbouwer over vijfenveertig dagen om een beroep in te dienen bij de verantwoordelijke van het betaalorgaan tegen elke beslissing genomen krachtens dit besluit. De verantwoordelijke van het betaalorgaan of diens afgevaardigde hoort de verzoeker wanneer laatstgenoemde overeenkomstig artikel D.17, § 2, van het Waalse Landbouwwetboek vraagt om gehoord te worden.

De verantwoordelijke van het betaalorgaan of diens afgevaardigde kan een beslissing omtrent het beroep nemen binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van het beroep.

De beslissing van de verantwoordelijke van het betaalorgaan wordt gelijktijdig meegedeeld aan de overheid die de beslissing heeft genomen en aan de verzoeker.

**Art. 10.** De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 22 oktober 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

## Bijlage

WAALSE OVERHEIDSDIENST  
 Landbouw, Natuurlijke Hulpmiddelen, Leefmilieu  
 Departement Landbouw  
 Directie beheer van de gemeenschappelijke ordening van de markten  
 Chaussée de Louvain, 14 – 5000 Namen  
<http://agriculture.wallonie.be/aidepmtcovid-19>

**Formulier steunaanvraag****«Aardappelen COVID-19»****Waarvoor dient dit formulier?**

Gelieve dit formulier te gebruiken om een steun aan te vragen voor de eigendom op 15 mei 2020 van een vrij verkrijgbare aardappelvoorraad als gevolg van de pandemie Covid-19. De vrij verkrijgbare aardappelen zijn bewaaraardappelen (niet-vroege aardappelen - gewascode 901 in de verzamelaanvraag) waarvoor geen overeenkomst bestaat. Enkel de aanvragen die met behulp van dit formulier vóór de uiterste datum van indiening worden ingediend komen in aanmerking voor de betaling.

**Waar vindt u meer informatie over dit formulier en de voorwaarden om in aanmerking te komen voor steun?**

U kunt meer informatie vinden op onze website:

<http://agriculture.wallonie.be/aidepmtcovid-19>

**Naar wie stuurt u dit formulier?**

Dit ingevulde formulier moet, samen met de nodige bewijsstukken, per aangetekende brief of per e-mail worden verzonden naar het onderstaande adres, ten laatste op (datum te bepalen door het betaalorgaan).

**1. Identificatie van de aanvrager**

Vul hieronder uw persoonlijke gegevens in

Nr.	
Naam	
Actief ondernemingsnummer	
Straat en nummer	
Postcode en gemeente	
Telefoonnr.	
E-mail adres	

## 2. Voorwaarden

Als landbouwer kunt u in aanmerking komen voor steun als u voldoet aan de voorwaarden bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 22 oktober 2020 tot toekenning van een steun in 2020 aan de producenten van bewaaraardappelen die eigenaar zijn van een voorraad vrij verkrijgbare aardappelen, als gevolg van de pandemie Covid-19 (hierna "het besluit van de Waalse Regering van 22 oktober 2020" genoemd). U hoeft met name aan de volgende voorwaarden te voldoen:

- In de periode van 13 maart 2020 tot 15 mei 2020 beschikt u over een actief ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen of het equivalent daarvan in een databank van een andere lidstaat.
- Op 15 mei 2020 was u de eigenaar van een voorraad van ten minste vijftig ton vrij verkrijgbare bewaaraardappelen. De bewaaraardappelen die u in de periode van 13 maart 2020 tot 15 mei 2020 aan uw eigen vee heeft gevoederd, mogen in de voorraad worden opgenomen.
- U hebt in 2019 een verzamelaanvraag ingediend, correct ingevuld (Waals en eventueel Vlaams gedeelte) en waarbij de percelen aangegeven worden die op 31 mei 2019 geëxploiteerd werden voor de productie van bewaaraardappelen (gewascode 901).
- Als u in 2019 ook over percelen met bewaaraardappelen in Vlaanderen of in een andere lidstaat beschikte, gelieve ons een afschrift van uw verzamelaanvraag met inbegrip van die percelen te verzenden.
- U hebt uw vrij verkrijgbare bewaaraardappelen op het perceel niet ingegraven, via ploegen of elke andere techniek.
- Uw onderneming was niet in moeilijkheden op 31 december 2019.
- U bewaart alle mogelijke bewijsstukken (boekhouddocumenten, het document gebruikt om de voorraad op 15 mei 2020 te bepalen, weegdocumenten, elk ander document, op papieren of elektronische drager, zoals een leveringsbon, bestelbon, borderel, factuur, foto, ...) voor controledoeleinden.

## 3. Verklaring

U geeft aan wat van toepassing is op uw situatie:

- Ik verklaar dat ik op 15 mei 2020 over een werkelijke voorraad van ..... ton vrij verkrijgbare bewaaraardappelen beschikte (exclusief de vrij verkrijgbare bewaaraardappelen die aan mijn eigen vee werden gevoederd).
- Ik verklaar dat ik tussen 13 maart 2020 en 15 mei 2020 ..... ton vrij verkrijgbare bewaaraardappelen aan mijn eigen vee heb gevoederd, waarvan het nummer is: .....



- Ik verklaar dat ik in 2019 ..... (ha) aardappelen heb geteeld in ..... (Vlaanderen of andere lidstaat). Als bewijsstuk voeg ik bij dit formulier een afschrift van mijn verzamelaanvraag ingediend in Vlaanderen of in een andere lidstaat, met inbegrip van die hectaren.
- Ik verklaar dat ik na 15 mei 2020 ..... ton vrij verkrijgbare bewaaraardappelen verkocht heb. Het overeengekomen bedrag voor die verkopen is ..... euro/ton.
- Ik verklaar dat ik bepaalde kosten niet hoefde te dragen als gevolg van de COVID-19 maatregelen. Ik vul onderstaande tabel in:

Type niet opgelopen kosten	Bedrag (euro)

- Ik verklaar dat ik vergoedingen ontvangen of aangevraagd heb krachtens elke verzekeringsovereenkomst die de schade dekt waarvoor de steun wordt aangevraagd. Ik vul onderstaande tabel in en houd de bewijsstukken ter beschikking.

Verzekering	Bedrag (euro)

- Ik verklaar dat ik een steun, voordelen of vergoedingen van een overheidsinstantie als gevolg van de pandemie Covid-19 heb ontvangen of aangevraagd. Ik vul onderstaande tabel in:

Type steun, voordelen of vergoedingen	Bedrag (euro)

#### 4. Verklaring op erewoord

Ik verklaar op erewoord:

- dat dit formulier met betrekking tot de steunaanvraag en de bijlagen correct zijn ingevuld;
- dat aan de voorwaarden vermeld in het besluit van de Waalse Regering van 22 oktober 2020 is voldaan;

- dat de bewijsstukken ter staving van de steunaanvraag gedurende ten minste tien jaar na de betaling bewaard blijven. De voorraad vrij verkrijgbare bewaaraardappelen moet worden gedocumenteerd op basis van de voorraadwijzigingen na 15 mei 2020;
- dat ik op de hoogte ben dat er geen steun zal worden toegekend of dat reeds verleende en betaalde steun zal worden teruggevorderd overeenkomstig artikelen D.258 en D.259 van het Waalse Landbouwwetboek indien er aan de voorwaarden niet is voldaan.

## 5. Handtekening

Gelieve wat volgt in te vullen.

Datum: dag ..... maand ..... jaar .....

Handtekening

Voornaam en naam

U kunt onze vertrouwelijkheidsverklaring vinden op

[https://agriculture.wallonie.be/paconweb/documents/20178/280369/Conditions\\_generales\\_utilisation.pdf?version=1.1](https://agriculture.wallonie.be/paconweb/documents/20178/280369/Conditions_generales_utilisation.pdf?version=1.1)

## 6. Contactgegevens

Voor meer informatie kunt u contact opnemen met:

Waalse Overheidsdienst  
Landbouw, Natuurlijke Hulpmiddelen, Leefmilieu  
Departement Landbouw  
Directie beheer van de gemeenschappelijke ordening van de markten  
Chaussée de Louvain, 14  
5000 Namen

Via e-mail: [feedback.interventions.dgarne@spw.wallonie.be](mailto:feedback.interventions.dgarne@spw.wallonie.be)

Per telefoon: +32 81 649 790

Per fax: +32 81 649 57

Contactpersonen:

Fagnoul Philippe, Attaché / [philippe.fagnoul@spw.wallonie.be](mailto:philippe.fagnoul@spw.wallonie.be) / Tél. : +32 81 23 21 14

Collard Marie, Gradué principal / [marie.henriette.collard@spw.wallonie.be](mailto:marie.henriette.collard@spw.wallonie.be) / Tél. : +32 81 649 792